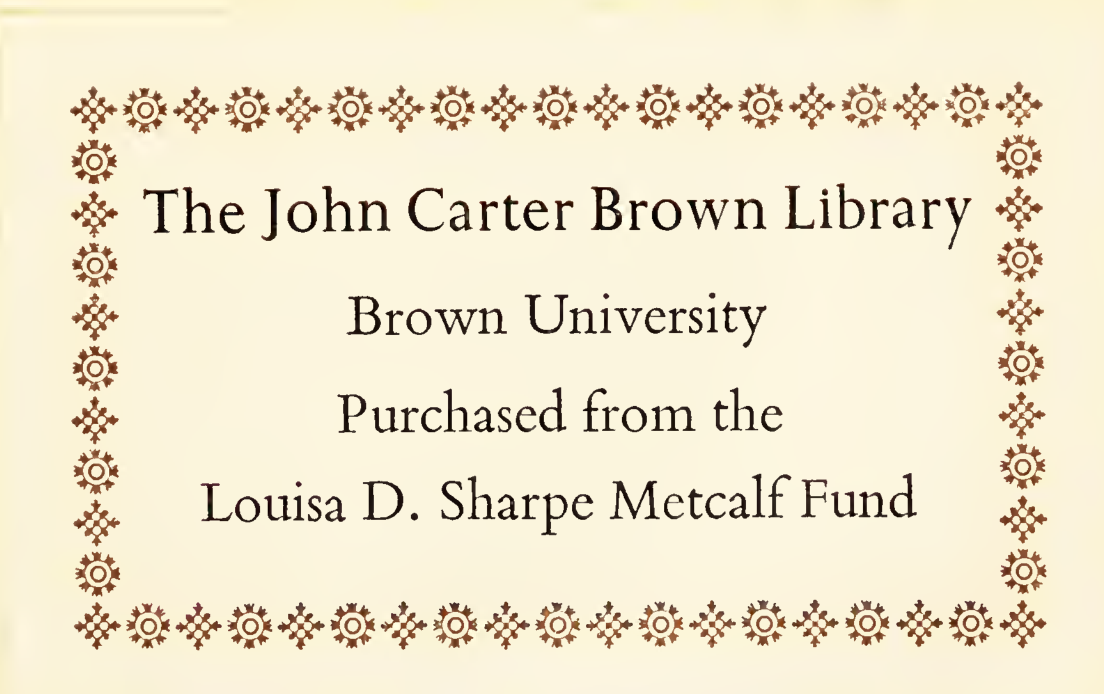
by Condorcet

Coll.
WGC 569
Sabin 15190



John Carter Brown
Library
Brown University

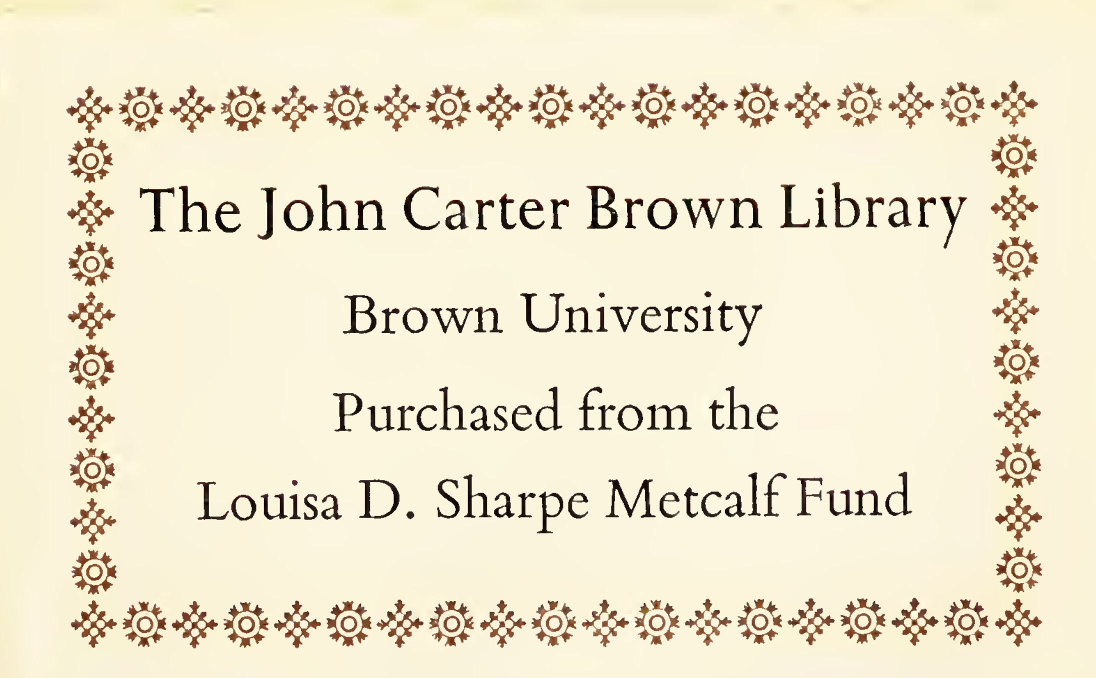

The John Carter Brown Library
Brown University
Purchased from the
Louisa D. Sharpe Metcalf Fund

by Condorcet

Coll.
WGC 569
Sabin 15190



John Carter Brown
Library
Brown University



The John Carter Brown Library

Brown University

Purchased from the

Louisa D. Sharpe Metcalf Fund

ÉLOGE

DE

M. FRANKLIN,

Lu à la séance publique de l'ACADÉMIE DES SCIENCES, le 13 NOV. 1790.

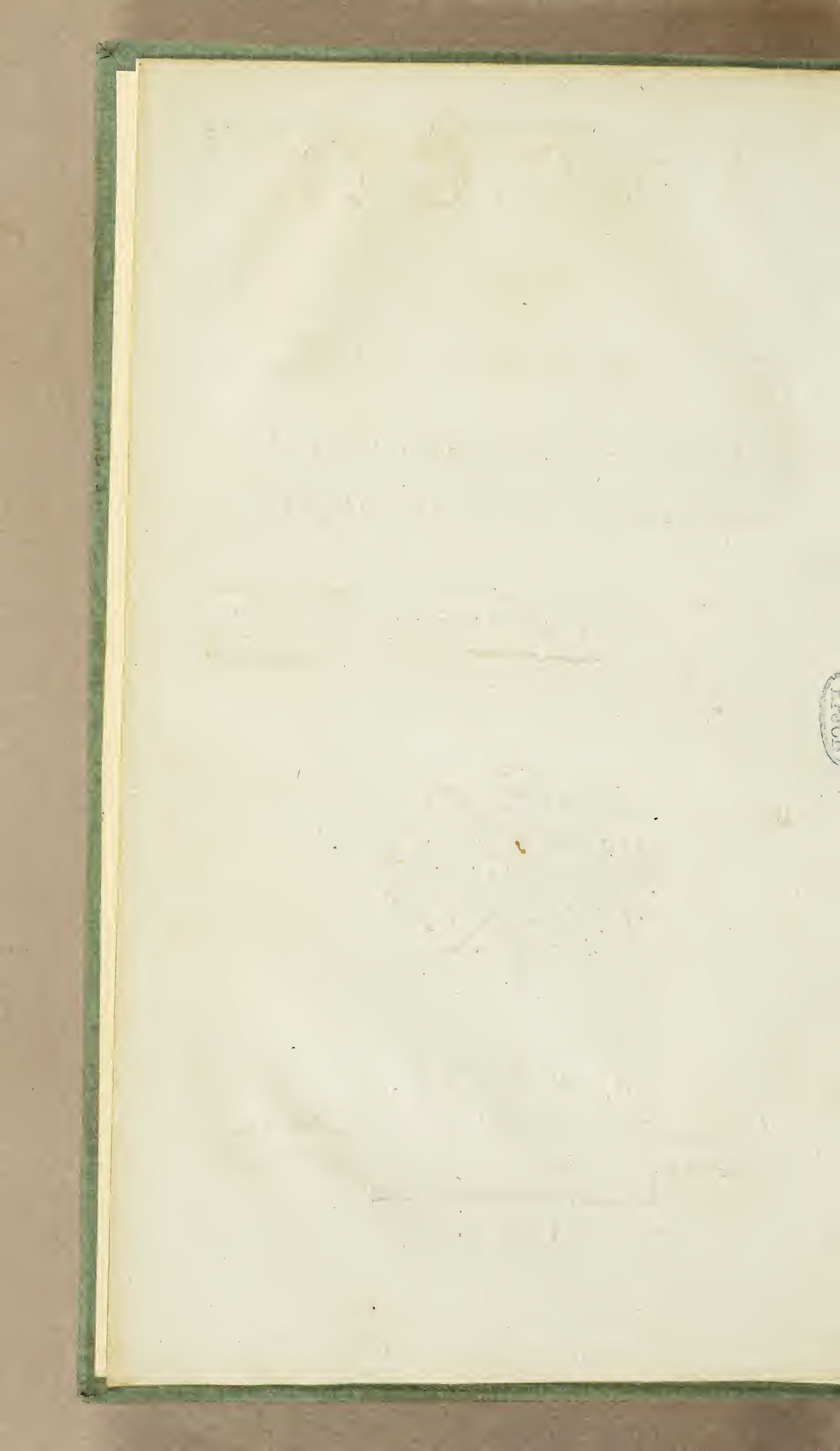
Eripuit cœlo fulmen, mox sceptra Tyrannis.
Turgot, 1775.



A PARIS,

Chez PYRE, Libraire, rue de la Harpe, N°. 51.
PETIT, Libraire, au Palais Royal, N°. 250.

1791.



ÉLOGE
DE M. FRANKLIN.

BENJAMIN FRANKLIN naquit à Boston le 6 janvier 1706 de Josias Franklin et d'Abiah Folger.

Son pere s'était établi à Boston vers 1682 ; attaché à la religion presbytérienne par un zele héréditaire, il avait quitté l'Angleterre, où elle n'était que tolérée, pour chercher un pays où elle fût libre.

Ce sont les atteintes portées à l'indépendance des opinions religieuses, qui en Europe ont réveillé l'esprit de liberté et peuplé l'Amérique. C'est la persécution qui a forcé les hommes à s'appercevoir enfin de leurs véritables droits méconnus mêmes dans les Républiques anciennes, et le genre humain a dû son affranchissement et ses lumieres à ce qui n'avait été inventé que pour achever de l'enchaîner et de l'abrutir.

Josias Franklin avait eu quinze enfans de deux femmes. Benjamin était le dernier des fils. Son goût naturel pour la lecture le fit destiner à l'état Ecclésiastique. Mais son pere ne put soutenir la dépense de cette éducation (1), et le jeune Franklin, obligé

(1) D'abord Teinturier il était devenu Fabricant de chandelles ; mais, dans un pays où la propriété de la terre, offerte à quiconque voulait la cultiver, semblait appeller tous ses habitans à cette premiere occupation de l'homme civilisé, et où la vie indépendante qu'elle procure était le premier des biens et l'objet de tous les travaux ; la rareté des ouvriers, et le haut prix des salaires qui en était la suite, ne laissait espérer aux entrepreneurs de manufactures qu'un succès incertain et borné.

de se destiner à une profession mécanique, choisit d'être admis comme éleve dans une Imprimerie que son frere aîné dirigeait. Il avait 15 ans, lorsque le hasard lui procura un volume dépareillé du Spectateur. Enchanté de la philosophie et du style de cet ouvrage, il résolut de le prendre pour modele; il y choisissait un sujet, en écrivait les principales idées, essayait ensuite de le traiter, et comparait son travail à celui du maître qu'il s'était ainsi donné. Par cet exercice, auquel il ne pouvait se livrer qu'aux dépens du tems destiné au sommeil ou au repos, il acquit bientôt assez de facilité pour oser faire aussi des articles du Spectateur. Son frere imprimait une Gazette; il lui fit parvenir ses premiers essais en cachant son nom et en déguisant son écriture; ils furent lus devant leurs amis assemblés, et M. Franklin jouit du plaisir de les entendre applaudir, et de voir qu'on en cherchait l'auteur parmi les plus célebres de ceux qui faisaient honneur à la littérature encore naissante de la Nouvelle-Angleterre. Il ne put garder long-tems son secret, et devint en le révélant l'objet de l'estime et presque de l'admiration de sa petite société; mais son frere, naturellement impérieux, jugea qu'un jeune homme de 17 ans, qui était auteur, ne serait pas un garçon imprimeur bien docile. Peu de tems après, son humeur força M. Franklin à se séparer de lui. Il quitta sa famille, se rendit à New-york où il ne trouva point d'ouvrage, partit pour Philadelphie, et arriva, n'ayant que deux shellings pour toute fortune, dans cette ville dont il était destiné à devenir le législateur, et d'où 50 ans après, il devait partir chargé de la destinée des deux mondes.

Après un séjour très-court à Philadelphie, il s'embarqua pour Londres, trompé par le Gouverneur de Pensilvanie, qui lui avait promis les moyens d'acquérir les caracteres et les presses nécessaires pour établir une Imprimerie en Amérique. Arrivé en Angleterre, il s'y trouva sans aucune autre ressource

que son art, qui, pour lui, n'était encore qu'un métier. Mais il avait senti de bonne heure les avantages qu'il pouvait retirer de la sobriété et du travail. Il s'était accoutumé à un régime économique, mais sain, propre à réparer ses forces, mais qui conservait à sa tête une liberté entiere. Ce que gagnait un Ouvrier Anglais était beaucoup pour un Philosophe Américain, et lui donnait la facilité de consacrer à son instruction une partie de son tems et de ses salaires.

Il lut alors les ouvrages de Collins et de Shaftesbury, et ils lui inspirerent les principes de ce scepticisme qui, dans les écoles grecques, avait dégénéré en une ridicule charlatannerie, mais qui, chez les modernes, dégagé de ces subtilités pédantesques, est devenu la véritable philosophie; et qui consiste, non à douter de tout, mais à peser toutes les preuves, en les soumettant à une rigoureuse analyse; non à prouver que l'homme ne peut rien connaître, mais à bien distinguer et à choisir pour objet de sa curiosité, ce qu'il est possible de savoir.

Palmer, chez qui M. Franklin travaillait, imprimait alors l'*Ebauche de la Religion naturelle de Wollaston.* Le jeune éleve, mécontent des principes de cet ouvrage, essaya d'en combattre quelques uns, et publia une petite *Dissertation sur la liberté et la nécessité*, *le plaisir et la peine.*

Bientôt son goût pour la philosophie, son ardeur pour l'étude, sa naïveté piquante, sa sagesse prématurée le firent admettre dans la société de plusieurs hommes alors très-célebres, Mandeville, Lyons, Pemberton, Hans-Sloane.

Peu de tems après son retour en Amérique, deux de ses amis, MM. Williams Colleman et Robert Grace lui avancerent des fonds pour acheter une Imprimerie. Leur nom mérite sans doute d'être conservé par la reconnaissance; ils ont rendu à leur patrie un grand homme que la nature lui avait

préparé, mais que la nécessité pouvait lui ravir. L'histoire des sciences est remplie de ces exemples; elle nous montre souvent le génie aux prises avec l'adversité; et, par l'exemple de ceux à qui un heureux hasard a permis d'en triompher, elle fait voir tout ce que l'humanité a perdu, et ce qu'elle pourrait espérer d'une forme d'institution publique qui, assurant aux premieres lueurs du talent les moyens de se faire remarquer, lui offrirait ensuite ceux d'atteindre toute la hauteur à laquelle la nature lui a permis d'aspirer.

M. Franklin avait observé en Angleterre les avantages des papiers-gazettes, des associations connues sous le nom de Club, et des souscriptions volontaires; il se proposa d'en faire jouir sa patrie. D'abord il publia une Gazette qu'il soutenait, lorsque les nouvelles lui manquaient, par des morceaux où la morale était presque toujours présentée sous la forme d'apologue; où la raison étoit animée par une plaisanterie douce et naïve, où la philosophie, sans cesser d'être à la portée des hommes simples, pour qui elle était destinée, se trouvait au niveau de celle de l'Europe. C'était le Spectateur, mais avec plus de naturel, de simplicité et de grace, avec un but plus vaste et sur-tout plus utile. Au lieu de l'espérance incertaine de corriger quelques-uns des vices d'un peuple corrompu par la richesse et l'inégalité, c'était celle de rectifier les idées, d'épurer et d'aggrandir les vertus d'un peuple naissant. Plusieurs des morceaux imprimés alors par M. Franklin ont été conservés, et il en est quelques-uns que Voltaire et Montesquieu n'auraient pas désavoués.

Jamais il ne permit que cette Gazette fût souillée par des inculpations personnelles. Ce moyen facile d'attirer la haîne populaire sur ceux à qui l'on veut nuire, lui paraissait aussi vil que dangereux. Il n'y voyait qu'une arme perfide dont les hypocrites et les factieux se servent avec adresse pour appeler la

défiance sur les talens et sur les vertus, rendre incertaines toutes les réputations, détruire l'autorité de la renommée, guide si nécessaire à un peuple encore peu éclairé qui se prépare ou naît à la liberté, et livrer ainsi la confiance publique aux obscurs intriguans qui sauront la surprendre.

Il publiait en même tems un Almanach qu'il cherchait à rendre utile par un petit nombre de préceptes dont il remplissait le vuide des pages.

Il y plaçait des conseils d'économie, des leçons de bienfaisance ou de justice propres à diriger la conduite d'une vie simple et laborieuse; et il avait soin de les terminer par un proverbe vulgaire, afin de les graver plus surement dans la mémoire. Cet Almanach était destiné sur-tout à ceux qui, placés aux extrémités de la Colonie, absorbés par le travail et les soins domestiques, ne connoissaient gueres d'autres lectures. Il voulait qu'aucune classe de citoyens ne restât sans instruction, qu'aucune ne fût condamnée à ne recevoir que des idées fausses par des livres destinés à flatter sa crédulité ou à nourrir ses préjugés. Un simple Imprimeur faisoit alors pour l'Amérique, ce que les Gouvernemens les plus sages avaient eu l'orgueil de négliger, ou la faiblesse de craindre. Il a depuis recueilli toutes ces leçons dans l'ouvrage si connu sous le titre *du bonhomme Richard*, modele unique, dans lequel on ne peut s'empêcher de reconnaître l'homme supérieur, sans qu'il soit possible de citer un seul trait où il se laisse appercevoir. Rien dans les pensées ni dans le style n'est au-dessus de l'intelligence la moins exercée; mais la philosophie y découvre aisément des vues fines et des intentions profondes. L'expression est toujours naturelle, souvent même commune, et tout l'esprit est dans le choix des idées. Pour que ses leçons soient plus utiles, il n'avertit pas ses lecteurs qu'un savant de la ville veut bien s'abaisser jusqu'à les instruire, et il se cache sous le nom du

bonhomme Richard, ignorant et pauvre comme eux.

Les Américains n'étaient point alors ce peuple de philosophes qui, par la sagesse de ses institutions, a depuis étonné l'Europe. La religion et les travaux nécessaires pour former des établissemens dans un pays sauvage, avaient occupé uniquement les premieres générations Européennes. M. Franklin voyait combien ils avaient besoin des lumieres de la philosophie; mais il fallait le leur faire sentir sans leur annoncer une intention qui aurait trop averti de sa supériorité. Il forma un Club parmi ceux des habitans de Philadelphie, dont la fortune se rapprochait de la sienne. Il n'était composé que de douze personnes, et le nombre n'en fut jamais augmenté. Mais, par son conseil, la plupart des membres établirent bientôt d'autres associations semblables. Par là il s'assurait qu'elles seraient animées du même esprit. Mais il se garda bien de les lier par une confédération solemnelle, et encore moins par une dépendance de la premiere société. Il voulait établir entre les citoyens une communication plus étroite de lumieres et de sentimens, leur faire prendre l'habitude de se concerter pour leurs intérêts communs, et non propager ses opinions ou se donner un parti. Il croyait que si une association privée ne doit jamais se cacher, elle doit encore moins se montrer; qu'utile, l'orsqu'elle agit par l'influence séparée de ses membres, par le concert de leurs intentions, par le poids que leurs vertus ou leurs talens donnent à leurs opinions, elle peut devenir dangereuse, si agissant en masse et formant en quelque sorte une Nation au milieu de la Nation, elle parvient à créer une volonté publique qui ne soit pas celle du peuple, et à placer entre les individus et la puissance nationale une force étrangere, qui, dirigée par un fourbe ambitieux, menacerait également et la liberté et les loix.

Il est d'usage dans les Clubs d'Angleterre, de

condamner à une légere amende ceux qui s'écartent des loix de la société. Dans celui de Philadelphie, on en payait une toutes les fois qu'on se permettait une expression tranchante. Les hommes les plus intrépides dans leur certitude, étaient obligés d'employer les formules du doute, et de prendre dans leur langage l'habitude d'une modestie qui, si même elle s'arrêtait aux paroles, aurait déja l'avantage de ne pas choquer l'amour-propre d'autrui; mais qui, par l'influence si puissante des mots sur les idées, doit finir par s'étendre sur les opinions mêmes (2).

En même tems, M. Franklin faisait adroitement la guerre au fanatisme, qui devait avoir poussé de profondes racines dans un pays que la persécution avait peuplé. Ces sentimens d'une bienveillance universelle, qui entrent si aisément dans des ames douces et pures, ces maximes d'une vérité simple, que le bon sens ne rejette pas, lorsqu'il n'est point corrompu par une fausse doctrine, conduisaient peu-à-peu à l'indulgence et à la raison, et du moins réduisaient à l'impuissance de nuire un ennemi, qu'il eût été imprudent d'attaquer de front. Ainsi, à la même époque, dans les deux parties du Globe, la philosophie vengeait l'espece humaine du tyran qui l'avait long-tems opprimée et avilie : mais elle le combattait avec des armes différentes. Dans

---

(2) Déclarer qu'on n'avait aucun sentiment d'animosité contre aucun des membres de l'assemblée.

Professer un égal amour pour tous les hommes, quel que fût leur croyance.

Regarder comme un acte de tyrannie toute atteinte à l'indépendance des cultes ou des opinions.

Aimer la vérité pour elle-même, chercher à la connoître, se plaire à l'entendre, s'efforcer de la propager.

Telle étoit la profession de foi de cette Société, qui rendit de grands services aux assemblées nationales de la Pensilvanie, et ne prétendit jamais à les gouverner.

l'une, le fanatisme était une erreur des individus; fruit malheureux de leur éducation et de leurs lectures. Il suffisait de les éclairer, de dissiper les fantômes d'une imagination égarée. C'était les fanatiques eux-mêmes que sur-tout il fallait guérir. Dans l'autre, où le fanatisme, guidé par la politique, avait fondé sur l'erreur un systême de domination, où lié à toutes les especes de tyrannie, il leur avait promis d'aveugler les hommes, pour qu'elles lui permissent de les opprimer; il était nécessaire de soulever l'opinion, et de réunir contre une puissance dangereuse, les efforts des amis de la raison et de la liberté. Il n'y s'agissait pas d'éclairer les fanatiques, mais de les démasquer et de les désarmer. L'on peut ajouter à ce rapprochement unique, dans l'histoire de la philosophie, que les deux hommes qui avaient séparément conçu ce projet salutaire, Voltaire et Franklin, ont pu se réunir à Paris dans leur vieillesse, jouir ensemble de leur gloire, et se féliciter de leur triomphe.

Encouragé par la confiance de ses concitoyens, M. Franklin crut pouvoir se livrer à des vues d'une exécution plus difficile, mais d'une utilité plus directe. Au moyen de souscriptions libres qu'il proposait, et auxquelles, grace à la sagesse de ses plans, tous s'empresserent de concourir; Philadelphie eut une Bibliotheque publique, un Hopital, une Chambre d'assurance contre les incendies, un College et bientôt une Académie. Quand il donnait le projet d'un établissement, il évitait soigneusement de s'en attribuer l'idée. L'expérience lui avait prouvé combien il importe au succès, de ne pas mettre les petitesses de l'amour-propre en concurrence avec le zele du bien public. Tout homme qui veut influer sur l'opinion, marche entre l'enthousiasme et l'envie; et sachant combien il est difficile de soutenir l'enthousiasme, ou de le conduire, il préférait de désarmer l'envie, même aux dépens de sa gloire.

Il s'était formé une méthode, à l'aide de laquelle

on pouvait espérer de parvenir à se rendre meilleur, au moyen d'un petit nombre de regles, dont l'observation journaliere devait détruire insensiblement ces habitudes de la faiblesse et des passions qui nuisent au bonheur et corrompent la morale, et donner ensuite à la sagesse et à la vertu toute la force d'un penchant naturel. Il savait que l'économie, un travail réglé, une vie simple, en contribuant au bonheur personnel, éloignent l'intérêt, ou la tentation de troubler celui d'autrui, et que la paix de l'ame, qui en est la suite, rend les vertus faciles. Il avait observé que celui qui, dans sa conduite de tous les jours, indifférent au bien ou au mal, s'abandonne à l'empire des circonstances et de la coutume, ne peut être sûr de lui-même, dans les momens où ses devoirs lui imposent des sacrifices. L'ame, comme l'intelligence, se perfectionne, se fortifie, s'épure par un exercice continuel. Mais le systême général des êtres offre à l'esprit une carriere immense, où il peut agir avec liberté, varier ses efforts, où son activité trouve un aliment toujours nouveau, toujours inépuisable. L'exercice des facultés morales, au contraire, est soumis aux événemens, aux circonstances de chaque jour, et il faut une sorte d'art pour en faire naître les moyens de développer, d'étendre ces facultés, d'en augmenter l'énergie.

De ces préceptes, capables d'améliorer l'individu qui les prendrait pour regle de conduite, M. Franklin s'éleva bientôt à l'idée d'une institution destinée au perfectionnement moral de l'espece humaine. Il avait formé le plan d'une association répandue sur toute la terre, dont chaque membre en ferait l'objet spécial de ses travaux et de sa vie. Elle devait être composée de jeunes gens, dont l'ame plus pure, plus flexible, est capable de plus d'efforts, et dont la raison naissante peut s'allier avec la docilité et l'enthousiasme, sans s'affaiblir et sans s'égarer. C'était

le projet que Pythagore avait conçu, et même exécuté il y a plus de deux mille ans, mais avec des moyens opposés. Le Philosophe Grec voulait, par force de l'habitude, substituer aux sentimens, aux impulsions naturelles, les principes qu'il croyait nécessaire d'inspirer aux hommes; le Philosophe d'Amérique voulait seulement épurer, fortifier, diriger les mouvemens de la nature. L'un s'était proposé d'asservir l'homme et de le transformer, l'autre n'aspirait qu'à l'éclairer et à le perfectionner; l'un avait formé un systême qui pouvait, dans une Nation, à une époque donnée, produire une heureuse révolution, étonner les peuples par de grandes vertus, et qui bientôt ne devait plus exister que dans leur mémoire, anéanti par la force irrésistible de la nature, dont il avait contrarié les loix. Les moyens de l'autre, conformes à ces loix, convenant à tous les pays comme à tous les tems, tendaient à une perfection lente, mais durable; et sans faire la gloire d'aucun siecle, pouvaient contribuer au bonheur de tous.

Mais le Philosophe, qui préparait la félicité de son pays, en éclairant les hommes pour en former des citoyens, était destiné à lui rendre des services plus directs et non moins utiles. Le tems n'était plus, où la pauvreté des Colonies Anglaises suffisait pour empêcher les guerres de l'Europe de s'étendre jusqu'à elles. Déja elles pouvaient tenter l'avidité d'un ennemi, et il devenait également dangereux, pour leur repos et pour leur liberté, d'être abandonnées par la Grande-Bretagne, ou défendues par ses soldats. M. Franklin, qui depuis 1736 était Secrétaire de l'Assemblée de Pensilvanie, jugea qu'il fallait profiter d'un moment de guerre, où l'Angleterre était intéressée à permettre aux Pensilvaniens de prendre, pour la défense de leur territoire, ces armes qui deviendraient un jour nécessaires contre elle-même pour le maintien de leurs droits; et en

1744, il forma le plan d'une Milice Nationale. Le Peuple l'accepta. Dix mille hommes furent armés, Philadelphie seule en fournit mille. On offrit à M. Franklin de les commander, il refusa, et servit comme soldat sous M. Laurence, que lui-même avait proposé pour Général. Il fallait bâtir des forts, et on manquait d'argent; il pourvut par une Loterie, dont il donna le projet.

Le succès de ces mesures éprouvait une difficulté singuliere. Les Quakers sont en grand nombre dans la Pensilvanie; et dans la pureté des principes de leur secte, ils regardent comme un péché de contribuer, même de leur argent, à une guerre défensive. L'effet naturel d'une morale exagérée, adoptée par enthousiasme, est de mettre ses sectateurs dans la nécessité d'en violer les préceptes, ou d'y sacrifier les conseils de la raison et les sentimens de la morale naturelle. Alors, ils cherchent à éluder leurs propres loix, ils en dissimulent la violation par des distinctions subtiles, par d'adroites équivoques. Par là ils évitent de soulever contre eux les fanatiques ou les hypocrites de leur secte, et ils ne blessent point le peuple qui, dans toutes les religions, n'attache sa morale qu'aux mots consacrés (3).

L'indulgence philosophique de M. Franklin, et l'adresse de son esprit, lui servirent souvent à concilier le patriotisme des Quakers avec les bienséances de leur secte.

Jamais un homme d'un esprit plus élevé, d'une

---

(3) C'est ainsi que les Quakers, sollicités d'accorder une somme d'argent dont on avait besoin pour acheter de la poudre, en donnerent pour acheter du bled, du seigle et d'autres grains.

Aussi les Dunkars, plus sages que les Quakers, n'ont jamais voulu consacrer par des formules publiques ni leurs dogmes ni leurs préceptes. Ils ont craint, comme un de leurs chefs le dit un jour à M. Franklin, de s'exposer au danger de professer ce qu'ils ne croyaient plus, ou à la honte de changer d'avis.

ame plus indépendante, ne sut respecter avec plus de scrupule les faiblesses religieuses, et les petitesses d'une conscience trompée; il avait pour les esprits débiles et malades, ces soins délicats, ces recherches d'égards, que les hommes d'une bonté commune ont pour l'infirmité et l'enfance.

L'éducation de M. Franklin ne lui avait pas ouvert la carriere des Sciences, mais la nature lui en avait donné le génie. Ses premiers essais sur l'électricité annoncent qu'il connaissait très-peu même cette partie de la physique. Loin de l'Europe, il n'avait que des machines imparfaites. Cependant, il devina bientôt la cause immédiate des phénomenes électriques. Il les explique par l'existence d'un fluide insensible, tant qu'il reste en équilibre, et qui se manifeste, soit lorsqu'on rompt cet équilibre, soit pendant qu'il se rétablit. Son Analyse de la bouteille de Leyde est un chef-d'œuvre de sagacité, de justesse et de finesse à-la-fois. Les phénomenes variés et presque merveilleux qu'elle présente, dépendent d'un seul fait, la différence d'électricité qui existe entre les deux surfaces isolées d'un corps idio-électrique, et le retour instantané de l'équilibre, quand on établit entre elles une communication.

Bientôt après, il apperçoit entre les effets du tonnerre et ceux de l'électricité une analogie qui le frappe. Il imagine un appareil, au moyen duquel il propose d'interroger le ciel; on tente l'expérience, et la réponse confirme ses conjectures. Ainsi la cause de la foudre est connue. Ses effets si variés, si bizares en apparence, sont non-seulement expliqués, mais imités : seule preuve vraiment démonstrative des théories qui ne sont pas encore réduites à des loix calculées. On sait enfin pourquoi le tonnerre suit paisiblement certains corps, et en disperse d'autres avec fracas; pourquoi il fond les métaux, et tantôt brise avec éclat, tantôt semble respecter les substances qui les environnent. Mais c'était peu de pou-

voir imiter la foudre. M. Franklin conçoit l'audacieuse idée d'en détourner les coups. Il a observé qu'une pointe, en rétablissant lentement l'équilibre entre des masses differemment électriques, même à une distance où des corps mousses n'exerceraient aucune action, arrêtait ou diminuait la force des étincelles, et affaiblissait ou faisait disparaître tous les phénomenes. Il imagine qu'une barre de fer pointue, dont la base s'unissant à la terre humide, pourrait établir une communication entre un nuage et le globe, préviendrait l'explosion de la foudre, et garantirait les objets qui avoisinent le conducteur. Le succès répond à son attente, et l'homme tient dans ses mains le pouvoir de désarmer le ciel.

De nouvelles expériences sur les pointes lui revelent tous les secrets de leur maniere d'agir, les loix et les limites de leur influence. Le moyen de préserver de la foudre devient un art certain qui a ses procédés et ses regles.

Cette découverte était trop brillante et trop singuliere pour ne pas réunir contre elle les nombreux ennemis de tout ce qui blesse les idées communes. Cependant l'Amérique, l'Angleterre adopterent d'abord l'usage des conducteurs. Mais au commencement de la rupture, on vit des Physiciens Anglais chercher, par de trompeuses expériences, à jetter des doutes sur l'utilité de ces moyens, et tenter de ravir une découverte à M. Franklin, pour le punir de leur avoir fait perdre treize provinces.

Il est malheureusement plus aisé d'égarer une Nation sur ses intérêts, que d'en imposer à des Savans sur une expérience ; et le même crédit qui avait pu entraîner les Anglais dans une guerre injuste et funeste, ne put réussir à leur faire changer la forme des conducteurs électriques. Ils se multiplierent dans la France, lorsqu'elle devint alliée de l'Amérique; à la vérité, on y opposa dans quelques villes des sentences de police, comme on y avait

opposé en Italie des décisions de casuistes, mais avec aussi peu de succès. Dans les pays libres, les loix suivent l'opinion ; dans les autres, l'autorité publique la contrarie souvent, mais finit par se soumettre docilement à son influence. Aujourd'hui l'usage de ce préservatif est devenu commun chez presque toutes les nations, mais sans y être général. Une longue suite d'expériences ne permet plus de douter de son efficacité. Si les édifices qui en sont munis ont encore quelques dangers à redouter, c'est qu'entre les efforts de l'homme toujours si bornés et les forces de la nature, il ne peut jamais s'établir qu'une lutte inégale. Mais quelle immense carriere ce succès n'ouvre-t-il pas à nos espérances ? Pourquoi ne verrait-on pas un jour la funeste activité de tous les fléaux céder, comme celle de la foudre, au pouvoir du génie s'exerçant dans l'immensité des siecles, et toutes les rigueurs de la nature désarmées par un usage heureux de ses dons, ne plus nous laisser sentir que ses bienfaits ?

La Société Royale de Londres, à laquelle on avait présenté les premiers essais de M. Franklin, les négligea plusieurs années. On n'imaginait point qu'un Américain pût rien apprendre aux Phisiciens de l'Europe, et qu'un homme inconnu dans les sciences pût, dès ses premiers pas, y faire des découvertes brillantes : on aima mieux les regarder comme des chimeres. Mais, au bruit qu'elles faisaient en France, la Société Royale se réveilla ; et en adoptant M. Franklin pour un de ses membres, sans qu'il l'eût sollicité, elle montra qu'elle savait être juste, même quand elle avait commencé par ne pas l'être.

En 1754, M. Franklin, depuis deux ans membre de l'assemblée de Pensilvanie, fut chargé de traiter avec les Sauvages. Cette négociation devait être heureuse ; ils ne parlaient comme lui qu'une seule langue, celle du bon sens et de la bonne foi.

Ces hommes, que les Européens ont pu corrompre, mais qu'ils n'ont pu civiliser, avaient été depuis long-tems l'objet de sa curiosité et de ses observations. En les comparant avec les Nations de l'Europe, il voyait jusqu'à quel point les progrès de la société avaient affaibli les facultés physiques de l'homme, et aggrandi son intelligence; comment les institutions sociales nous avaient tantôt corrompus, et tantôt perfectionnés; ce que nous leur devions de vertus et de vices; à quel intervalle immense les prodiges des arts, les découvertes dans les sciences, les efforts de la raison nous plaçaient de ces hommes voisins de la nature, tandis que, si on mettait seulement dans la balance nos progrès vers la liberté, vers le bonheur, vers la vertu, on trouverait bien faibles les avantages que nous avons achetés par cette longue suite de crimes et de malheurs qui ont accompagné notre marche jusqu'ici si incertaine et si turbulente. En comparant la vie du Sauvage à celle de l'habitant des campagnes, il trouvait que nous avons fait beaucoup pour la classe des hommes à qui les lumieres ne sont pas étrangeres, mais encore bien peu pour la généralité de l'espece humaine; et que si l'homme vertueux, qui exerce sa raison, est supérieur à l'habitant des forêts de l'Ohio, l'homme vulgaire n'a fait souvent que changer la férocité du Sauvage contre des vices avilissans, et son ignorance contre des préjugés.

Plus d'une fois il s'est plû dans ses ouvrages à opposer le bon sens naïf des Indiens à l'orgueilleuse raison des hommes civilisés, leur calme inaltérable et leur indifférence profonde aux passions qui nous agitent pour des intérêts imaginaires. Il paraissait croire que le Sauvage différait moins que la plupart d'entre nous, de ce que serait l'homme perfectionné par la raison, sans cesser d'être soumis à la nature.

En 1754, le roi d'Angleterre, qui avoit formé le projet d'attaquer la France, convoqua un Congrès

général de députés des diverses Colonies, pour y concerter un systême de défense commune. M. Franklin y fut envoyé, et proposa entre elles un plan d'union que le Congrès accepta; mais il ne plut ni aux Assemblées particulieres de chaque état, ni au Gouvernement Britannique. Aucune menace n'avait fait encore sentir aux Colonies le besoin de cette réunion, qui devait ôter à chacune une partie de son indépendance; et le Gouvernement Anglais était à-la-fois trop habile pour ne pas prévoir ce que cette nouvelle institution préparerait de résistance à ses entreprises tyranniques, et trop peu éclairé pour savoir qu'il ne lui restait plus que le pouvoir de diriger une révolution, suite inévitable de la prospérité toujours croissante des Colonies. L'indolence ou l'orgueil d'un côté, la perfidie de l'autre, firent rejetter un plan formé par la prévoyance et tracé par la sagesse. Vingt-quatre ans après, il servit de base au Congrès, qui déclara l'indépendance; et peut-être eût-il été à desirer que, dans la nouvelle Constitution, on en eût imité davantage la sage simplicité. On a reproché à M. Franklin d'y avoir accordé un droit négatif à un Gouverneur nommé par le Roi de la Grande-Bretagne : mais les circonstances l'exigeaient, c'était le lien qui devait réunir un rejetton, faible encore, à l'arbre dont il était sorti, et qu'il ne fallait couper, qu'au moment où la jeune plante, après avoir étendu ses racines et developpé ses branches, aurait acquis assez de vigueur, pour croître seule et se soutenir par ses propres forces.

Nous ne louerons pas M. Franklin d'avoir prévu une révolution que tout annonçait, mais d'avoir cherché les moyens d'épargner ce qu'elle devait coûter de malheurs à l'Angleterre et à l'Amérique; d'avoir voulu qu'elle fût l'ouvrage de la raison, et non celui de la force. Convaincu qu'il fallait éclairer les hommes, pour leur apprendre à diriger leur

conduite, et non exalter leurs passions pour les gouverner; que le bien finissait toujours par se faire; que l'art consistait à savoir l'attendre, à le préparer quelquefois, sur-tout à en écarter les obstacles; il détestait cette politique turbulente et sanguinaire, qui se vante de fonder sur des ruines l'édifice de la félicité des peuples, et se plaît à entourer de victimes l'autel de la Liberté.

La guerre s'alluma bientôt entre la France et l'Angleterre. Les limites des Colonies, que les deux Nations avaient alors en Amérique, en fut la cause apparente, et peut-être le gouvernement Britannique y cherchait-il déja un moyen de distraire les Américains par l'intérêt de leur sûreté, et de les empêcher de trop songer à celui qu'ils avaient de s'élever, par leur réunion, à une existence independante.

En 1755, M. Franklin fut chargé en chef de la défense des frontieres, au nord-ouest de la Pensilvanie. Il fit construire des forts; il envoya des secours au général Braddock, et y sacrifia une partie de sa fortune.

Cette guerre fut heureuse; mais elle éclaira les Américains sur leur force. Ils ne pouvaient se dissimuler, que la conquête du Canada avait été leur ouvrage.

La paix, en assurant ce vaste pays à l'Empire Britannique, les délivrait de la crainte d'un ennemi étranger et soumis à un gouvernement absolu (4).

(4) Les Jésuites existaient encore dans le tems où le Canada appartenoit à la France. On redoutait beaucoup leur influence sur les Sauvages; on craignait qu'ils ne parvinssent à en faire des soldats de l'inquisition. Les loix Françaises étaient encore ces mêmes loix de Louis XIV, si odieuses à l'Europe protestante; on ignorait de l'autre côté de la mer Atlantique ce changement rapide des esprits qui, annonçant la chûte de ces loix, en tempérait d'avance l'exécution; et cette crainte des Français aurait peut-être suffi pour balancer long-tems, dans les colonies Anglaises, le desir de briser leurs chaînes, et peut-être pour leur en faire supporter de nouvelles.

En même tems l'Angleterre, frappée des accroissemens rapides de la population et de la prospérité de ces mêmes Colonies, crut qu'elle ne devait pas tarder davantage à s'assurer le moyen de trouver dans leurs richesses un instrument de sa puissance. Un demi-siecle auparavant, une tentative pour les assujettir à l'impôt, aurait pu dissoudre ces sociétés naissantes; plus tard, elles auraient acquis assez de force pour s'y refuser. Il s'agissait moins du produit de l'impôt, que de constater le droit de l'établir. Pouvait-on craindre qu'une taxe légere, bien inférieure aux frais des préparatifs d'une défense, souleverait des hommes paisibles, que leurs mœurs, leurs besoins, leurs relations de parenté et de commerce attachaient à la mere-patrie? Un acte du Parlement assujettit donc les Colonies Américaines à l'impôt du timbre, et à quelques taxes sur les denrées.

Les Américains avaient toujours été libres. Ils étaient régis par les loix Anglaises; mais ces loix étaient celles de leurs ancêtres. Ils ne les avaient pas reçues, mais ils les avaient apportées avec eux; et cependant, ce qu'il y a dans ces loix de plus contraire à la liberté civile, s'en était trouvé naturellement écarté, et ils n'avaient pu souffrir, ni de ces restes de la féodalité, ni de ces atteintes portées au droit d'exercer librement son industrie, qui deshonorent la législation Anglaise. Leurs chartes les mettaient à l'abri de tous les attentats du pouvoir arbitraire. Nulle taxe ne pouvait être levée sur eux que de leur consentement. Une égalité entiere entre les hommes, une indépendance religieuse beaucoup plus grande les rendaient réellement plus libres que les Anglais. La nécessité d'obtenir, pour leurs loix particulieres, la sanction d'un Gouverneur envoyé d'Angleterre, et l'interdiction d'un commerce direct avec les étrangers, étaient les seules marques de leur dépendance. Il s'agissait donc pour eux, non de conquérir leur liberté, mais de la défendre, non de rentrer

dans leurs droits usurpés, mais de les conserver (5).

Des hommes cultivant leurs habitations dispersées sur une vaste étendue, ou occupés dans quelques villes maritimes du commerce et de la pêche, dont la lecture, la chasse, les soins de l'hospitalité, étaient les seuls plaisirs, qui avaient placé leur bonheur dans l'exercice des vertus domestiques, pour qui un repas, où se réunissaient quelques amis, étoit un jour de fête, qui presque tous jouissaient de cette abondance des choses nécessaires, si préférable à l'éclat du luxe, et connoissaient à peine les besoins factices, de tels hommes devaient être difficiles à émouvoir; mais inébranlables dans leur resistance, ils devaient supporter avec patience des gènes que l'habitude avait adoucies, mais rejetter avec horreur de nouvelles entraves. Aussi l'acte du timbre excita une indignation générale; mais calmes dans cette indignation, déterminés par un sentiment trop raisonnable pour l'exhaler en vaines fureurs, ils se bornerent, en demandant la révocation d'une loi injuste, à déclarer la résolution invariable de ne jamais s'y soumettre. M. Franklin fut chargé de porter à Londres le vœu de la Pensilvanie.

Le Roi d'Angleterre lui avoit donné plus de deux ans auparavant la place d'Intendant général des postes de l'Amerique septentrionale. Un homme ordinaire eût pu se croire obligé de choisir entre le devoir de la reconnoissance et celui du patriotisme. M. Franklin crut n'en avoir qu'un seul à remplir, celui de dire la vérité aux Ministres, au Parlement Britannique, comme il l'avoit dite aux citoyens de Philadelphie.

---

(5) Il s'agissait sur-tout de maintenir cette maxime, que nul ne peut être assujetti à une taxe que ses représentans n'ont pas consentie, et cette maxime, ils l'avaient reçue de l'Angleterre même, où elle était regardée comme inviolable; elle y avait été la premiere cause de l'insurrection contre Charles I, et la révolution de 1688 l'avait consacrée.

Le Roi, les deux nations n'avaient à ses yeux qu'un même intérêt; et en défendant la cause de l'Amérique, il croyait servir l'Angleterre. Telle est l'explication simple de sa conduite.

En 1766 la chambre des communes voulut l'interroger et l'entendre. Ce fut sans doute un beau spectacle de voir le député des citoyens libres de l'Amérique, défendant la justice et les droits éternels de la nature devant des hommes qui, se disant aussi les représentans d'un peuple libre, ne pouvaient, sans trahir leur devoir, ne pas regarder une même liberté comme une proprieté égale et inaliénable pour toute l'espece humaine de l'entendre opposant la simplicité du courage et de la raison à l'orgueil de la richesse et du pouvoir, annoncer qu'on ne parviendrait ni à séduire, ni à intimider, ni à vaincre les Américains, et le prouver par sa contenance et par son exemple; montrant aux Anglais les écueils contre lesquels leur politique et leur puissance devaient se briser, leur révélant le secret de la force de l'Amérique, sans dissimuler celui de sa faiblesse, et parlant à ce conseil de rois ennemis, avec la même franchise que si, au milieu de l'abandon de la confiance, il eût versé dans le sein d'un ami ses opinions et ses conjectures. L'ascendant de la vérité l'emporta cette fois sur celui du ministere; la chambre des communes fut entrainée par l'opinion puplique, et l'acte du timbre fut révoqué (6). Mais les Ministres s'obstinant à juger du peuple de l'Amérique par ceux de l'Europe, ne crurent pas qu'il pût s'exposer à des dangers, se condamner à des sacrifices pour décon-

(6) Cet impôt est vicieux en lui-même. Par-tout il est l'ennemi du commerce et de la liberté des conventions. Mais, en Amérique, les mœurs, la dispersion des habitans le rendaient plus onéreux encore. Les Ministres s'étaient trompés même dans le choix de leurs moyens, et malheureusement pour l'Angleterre ils s'imaginerent n'avoir commis que cette erreur.

certer leur politique. Ils reconnoissaient l'impossibilité d'établir une taxe dans l'interieur même du pays; mais ils croyaient possible d'en faire supporter une, pourvu qu'elle fût levée dans les ports, et ne douterent pas qu'on ne finît par acquitter paisiblement comme droit d'importation en Amérique, ce qu'on payait déja en Angleterre comme droit d'exportation: car c'était à cette seule différence qu'ils avaient sû réduire la modestie perfide de leurs prétentions. On ne conserva donc du premier projet qu'un droit léger sur le thé porté en Amérique (7).

Les Américains n'imaginerent pas de se soulever contre cette insidieuse tyrannie, et se contenterent de prendre la résolution de se passer de thé, et même de renoncer aux marchandises anglaises. Les Ministres ne jugerent pas qu'un tel parti pût être sérieux. Ils envoyerent du thé à Boston. Depuis quelques tems les Gouverneurs avaient fatigué, par de petites vexations, le caractere paisible, mais ferme, des Américains, et ils ne savaient pas combien est terrible la longue patience d'un peuple qui n'est ni abruti ni corrompu. C'est la lutte de la raison et du courage, et le moment où elle cesse est celui d'une force irrésistible. Quelques-uns des habitans de Boston, de la classe la moins éclairée, la moins préparée par l'éducation à réprimer les premiers mouvemens des passions, se souleverent et brulerent

---

(7) C'était une double imprudence; car on avertissait par-là les Américains, que le privilége exclusif du commerce renfermait des moyens sûrs, quoiqu'indirects, de les assujettir arbitrairement à l'impôt, et on leur rendait odieux ce joug qu'ils portaient encore avec patience. Mais aussi, pour que le peuple Anglais pût voir tranquillement les Ministres employer la violence contre les Colonies, il fallait lier la discussion sur le droit de taxer à l'intérêt de la conservation de ce privilége, que dans ses préjugés mercantiles l'Angleterre regardait comme une des principales sources de sa richesse.

le thé. Les Ministres Anglais crurent qu'un acte de vigueur répandrait l'épouvante. Le port de Boston fut fermé, et l'Amérique perdue à jamais pour la grande Bretagne. M. Franklin était resté en Europe pendant tout ce tems. Cinq des colonies l'avaient successivement chargé de leurs interêts.

Les Ministres l'appellaient quelquefois pour le consulter. Ils regardaient comme un ennemi de l'Angleterre quiconque n'était pas de leur avis. C'était annoncer qu'ils voulaient être trompés, et les Gouverneurs des colonies les avaient trop bien entendus. Cependant M. Franklin, fidele à sa politique, continuait seul de leur dire la verité. Aussi, non contens de lui ôter une place en Amérique, où déja ils n'avaient plus le pouvoir de lui donner un successeur, ils arrêterent le paiement de ses appointemens comme député; enfin ils lui susciterent un procès injuste. Dans un pays libre, ces procès sont les lettres de cachet des Ministres, et c'est ainsi que peu d'années au paravant on s'était vengé de Wilkes(8).

Le procès de M. Franklin n'eut pas de suites bien graves; on ne put trouver dans aucune loi un prétexte pour le condamner, et la vengeance ministérielle se réduisit à lui faire dire publiquement des injures par un avocat dont la complaisance a depuis été récompensée par les honneurs de la Pairie.

M. Franklin quitta l'Angleterre, laissant les Ministres déterminés à employer la force et sûrs d'entraî-

---

(8) L'intérêt qu'ont les ministres à ne pas perdre ces moyens d'une oppression indirecte est une des principales causes qui s'opposent à la perfection des loix Anglaises.

Des loix criminelles vagues, ou qui soumettent à des peines des actions innocentes en elles-mêmes, des loix civiles obscures et appliquées par des tribunaux, qui, soit par leur constitution, soit par leur peu de force, ne sont pas à l'abri de l'influence, sont autant d'instrumens que l'indolence ou la corruption laissent trop souvent entre les mains du despotisme, et toute nation, qui veut rester vraiment libre, doit se hâter de les lui arracher.

ner le gros de la nation par la crainte de perdre le commerce des Colonies, et il trouva l'Amérique décidée à se défendre. Déja un congrès général, formé des députés des divers états, s'occupait des moyens de résistance. Les États n'avaient pas eu le tems de régler ni ce qu'ils voulaient conserver d'indépendance, ni ce qu'ils devaient en abandonner. Ils auraient même craint de troubler par la discussion de cette question difficile, leur union naissante, et s'en rapporterent avec une généreuse sagesse à la modération de leurs députés et au zele de chaque État pour l'intérêt commun. Dès le lendemain de son arrivée, M. Franklin fut nommé membre du congrès.

Mais en se séparant de l'Angleterre, les Colonies restaient sans constitution, sans gouvernement, et c'était en partie sur les suites de cette anarchie que leurs ennemis avaient fondé leur espoir.

Ils furent encore trompés; ils ne connaisaient pas la sagesse de ce peuple, sa noble confiance dans les lumieres de ses chefs. Accoutumés aux subtilités de la vieille politique, corrompus par l'orgueil des nations riches, ils ne pouvaient croire qu'il existât dans les forêts du nouveau monde des hommes qui avaient approfondi les principes de la société, et qui, dès leurs premiers essais, donneraient des leçons à l'Europe. Il ne faut pas sans doute en conclure que les Américains nous surpassaient en lumieres; mais les hommes s'accordent aisément, quand une douce égalité les a préservés des sophismes de l'intérêt et de la vanité; la vérité est facile à trouver pour un peuple naissant et sans préjugés, et c'est surtout contre les erreurs systématiques de la corruption et de l'habitude que les vieilles nations ont besoin de toutes les ressources de l'instruction, de toutes les forces du génie.

Dans chaque colonie le soin de faire les constitutions fut confié à une assemblée qui reçut le nom de *convention*, et qui fut distinguée de celle par qui

le pouvoir législatif devait être exercé. Presque partout on fixa un terme après lequel ces constitutions pouvaient être changées par un pouvoir délégué exprès par la nation. Dans quelques états il ne devait être conféré qu'à un corps absolument distingué des législatures; dans les autres, il suffisait qu'en élisant les représentans, on les eût investis de cette fonction extraordinaire. Ainsi, pour la premiere fois, on sut éviter également et les inconvéniens d'une constitution incertaine livrée aux intérêts de ceux qui doivent en exercer les pouvoirs, et ceux d'une constitution éternelle qui ne se prêtant ni aux progrès ni aux changemens de l'espece humaine, renferme par cela seul le germe de tous les maux. En effet, les lumieres mêmes ne deviendraient-elles pas dangereuses, si on pouvait en abuser pour profiter des défauts d'une constitution établie, sans qu'il fût permis de s'en servir pour la réformer.

Par-tout la liberté religieuse fut respectée, et dans plusieurs états la religion rendue à sa dignité naturelle ne fut plus rabaissée à n'être qu'un établissement politique. Dans le plus grand nombre une déclaration des droits des hommes assigna aux pouvoirs de la société les limites que la nature et la justice leur imposent; idée sublime dont les anciens traités des peuples avec les rois n'étaient que le germe encore grossier (9), et dont la France devait donner le premier exemple à l'ancien monde. Enfin la proscription absolue de toute inégalité héréditaire, consacrée à la fois comme un droit naturel, et stipulée comme une des clauses de la fédération, mit pour jamais l'Amérique à l'abri de l'esclavage.

M. Franklin fut nommé en 1776 un des représentans de la ville de Philadelphie à la convention de Pensilvanie, qui le choisit pour président. La consti-

(9) Ces pactes sont même une véritable violation plutôt qu'une déclaration des droits, puisqu'ils supposent que les individus existans peuvent engager la liberté de leurs descendans.

tution de cet état fut en partie son ouvrage. Elle se distingue de la plupart des autres par une égalité plus grande, et de toutes en ce que le pouvoir législatif y est confié à une seule chambre de représentans ; la voix de M. Franklin décida seule cette derniere disposition. Il pensait que les lumieres devant naturellement faire des progrès rapides, sur-tout dans un pays à qui la révolution allait donner des relations nouvelles, il fallait y favoriser les moyens de perfectionner la législation, et non les entourer d'obstacles étrangers ; et que, si les loix se trouvaient assez bonnes pour redouter tout changement comme un mal, la nation qui avait éte assez éclairée pour les faire, le serait sans doute assez pour ne pas les détruire.

Il savait qu'une constitution compliquée peut convenir à un peuple que des circonstances passageres ont entraîné vers la liberté sans l'aimer ou sans la connaître ; mais qu'une constitution simple est seule digne d'un peuple où l'amour de la liberté est le premier sentiment de tous les citoyens, et l'étude de ses principes, le premier usage de leur raison. M. Franklin n'ignorait pas qu'on peut trouver dans la forme des déliberations d'une seule assemblée tout ce qui est nécessaire pour donner à ses décisions cette lenteur, cette maturité, qui repond de leur vérité et de leur sagesse ; au lieu que l'établissement de deux chambres ne fait éviter des fautes nouvelles qu'en perpétuant les erreurs établies. L'opinion contraire à la sienne tient à cette philosophie décourageante qui regarde l'erreur et la corruption comme l'état habituel des socictés ; les momens de vertu et de raison comme des especes de prodiges qu'il ne faut pas espérer de rendre durables. Il était tems qu'une philosophie à la fois plus noble et plus vraie présidât aux destins de l'espece humaine, et M. Franklin était digne d'en donner le premier exemple (10).

(10) Nous ne dissimulerons point que depuis la mort de M.

On pardonne aux législations antiques d'avoir prétendu soumettre à des loix éternelles des hommes ignorans et grossiers, qui recevaient comme un présent du ciel ces fruits du génie et d'un vertueux enthousiasme, dont-ils ne pouvaient ni embrasser l'ensemble, ni prévoir les influences. Mais aujourd'hui tout législateur qui ne parlerait pas à la raison seule serait un fourbe, et celui qui voudrait enchaîner les générations futures aux combinaisons de son génie, serait un tyran.

A peine la constitution de Pensilvanie était-elle terminée, que M. Franklin fut envoyé pour traiter avec les Canadiens. Les Américains avaient fait devant Quebec une tentative inutile, et ces hostilités en rapellant le souvenir de l'ancienne animosité ne pouvaient qu'éloigner un rapprochement également utile aux deux nations. L'intérêt des citoyens les plus accrédités dans le Canada y opposait d'autres obstacles. Les Anglais avaient laissé aux habitans leur religion et leurs loix. Ce qui restait de noblesse Française craignait de s'unir à des nations où la proscription absolue des prérogatives héréditaires était régardée avec raison comme l'égide de la liberté. Le clergé romain aimait mieux être toléré, mais protégé par le gouvernement Anglais, que de voir s'établir une liberté d'opinions toujours si effrayante pour des hommes accoutumés à dominer les esprits. M. Franklin ne réussit point, et le Canada resta fidele au pays dont le gouvernement faisait espérer plus sûrement la conservation de quelques abus.

Mais c'était dans l'ancien monde que les Américains

Franklin, une nouvelle convention a divisé en deux chambres la législature de Pensilvanie, soit que l'autorité de l'exemple l'ait emporté sur la raison, soit que n'ayant pas pris dans la premiere constitution, les précautions nécessaires pour empêcher une seule chambre de décider sans une discussion sérieuse, sans un examen réfléchi, et sans avoir pu s'aider du concours des lumieres publiques, on ait éprouvé des inconvéniens réels, et qu'on ait mieux aimé recourir à un remede insuffisant et dangereux, mais déja employé, que d'en essayer de nouveaux.

devaient trouver un appui. Les dispositions de l'Europe leur étaient favorables. La découverte de l'Imprimerie avait établi une communication rapide entre des nations, où le latin était la langue commune de tous les hommes instruits. Elles avaient cessé d'être étrangeres l'une à l'autre, et tous les hommes qui savaient lire étaient devenus compatriotes. Pendant long-tems des disputes religieuses furent presque le seul fruit de cette réunion ; mais lorsque, par le progrès des lumieres, une véritable science eut remplacé les systêmes, et qu'une philosophie fondée sur la nature et sur l'observation eut succédé aux préjugés des écoles, les hommes éclairés de tous les pays commencerent à ne former qu'un seul corps, dirigé par les mêmes principes, et marchant vers un but unique. Alors la raison et la liberté eurent par-tout de paisibles apôtres, indépendans dans leurs opinions, mais réunis par le culte qu'ils rendaient à ces divinités bienfaisantes. Bientôt les préjugés ne compterent plus pour sectateurs que des hommes ignorans ou corrompus, et les talens ou le génie ne combattirent que pour la cause de la vérité. Chaque nation, suivant ses progrès vers la civilisation, se trouva plus ou moins soumise à l'influence de deux partis opposés, l'un jaloux de maintenir des préjugés dont il profitait seul, l'autre occupé de les détruire pour le bien de tous. Quelquefois les lumieres descendaient du trône sur le peuple ; plus souvent elles remontaient du peuple jusqu'au trône, en effrayant dans leur passage ceux qui, placés entre eux, et profitant de leur ignorance et de leurs erreurs auraient voulu les condamner l'un et l'autre à des ténébres éternelles. Ainsi l'Amérique pouvait par-tout compter sur des amis zélés et fideles, faibles dans chaque pays, le plus souvent sans pouvoir apparent, mais forts par leur noble concert, et puissans sur l'opinion par l'autorité de la raison et des talens. Les circonstances politiques ajoutaient encore aux espérances des Américains. La France et

D 2

l'Espagne n'avaient pu oublier la hauteur avec laquelle l'Angleterre avait abusé de ses dernieres victoires. Gibraltar et l'inutile commissaire de Dunkerque, que l'orgueil seul avait conservés, étaient un éternel aliment de haine.

Depuis long-temps la Hollande voyait avec une douleur impuissante les Anglais vendre leur protection à l'ennemi de sa liberté, pour qu'il leur facilitât les moyens d'opprimer son commerce. Se croyant inaccessibles dans leur isle, et fiers de cet empire de la mer qu'ils croyaient éternel, ils s'en étaient rendus les tyrans, et il n'existait aucune puissance de l'Europe qu'ils n'eussent ou véxée dans son commerce ou offensée par des hauteurs. On devait prévoir que les unes saisiraient l'occasion d'abbaisser la puissance Anglaise, et que les autres se contenteraient d'applaudir en secret à ses pertes. Cependant la France obérée, gouvernée par des Ministres faibles, retenue par le souvenir de ses derniers désastres, pouvoit craindre devoir altérer la paix nécessaire à son rétablissement. L'Espagne qui possede dans l'Amérique Méridionale un empire plus vaste, plus riche, plus heureusement situé que les Colonies Anglaises, pouvoit redouter pour elle-même l'exemple contagieux de l'indépendance. Le parti de l'Angleterre dominoit encore en Hollande, et les Américains n'avaient fait que d'inutiles tentatives, n'avoient recueilli que des vœux incertains et timides, lorsque le Congrès charga M. Franklin de négocier auprès de la France.

C'était le seul homme de lAmérique qui eût alors en Europe une grande réputation. Ne pouvant dans leur heureuse égalité, et au moment de leur naissance politique, envoyer un ambassadeur décoré aux yeux des préjugés par quelques-uns des hochets de la vanité Européenne, ou illustré par de grands emplois, ils choisirent un homme qui n'était grand qu'aux yeux de la raison et illustre que par son génie. Le succès répondit à leurs espéranees. La célébrité de

M. Franklin dans les sciences lui donna pour amis tous ceux qui les aiment ou qui les cultivent, c'est-à-dire, tous ceux qui exercent sur l'opinion publique une influence réelle et durable. A son arrivée il devint un objet de vénération pour tous les hommes éclairés, et de curiosité pour les autres. Il se prêtait à cette curiosité avec la facilité naturelle de son caractere, et la conviction que par-là il servait la cause de sa patrie. On se faisait honneur de l'avoir vû ; on répétait ce qu'on lui avait entendu dire. Chaque fête qu'il voulait bien recevoir, chaque maison où il consentait d'aller, répandait dans la société de nouveaux admirateurs qui devenaient autant de partisans de la révolution Américaine.

Il avait senti d'avance qu'il n'avait à combattre que l'incertitude et la faiblesse des Ministres, qu'il s'agissait de les entourer de l'opinion publique, de vaincre leur timidité par la crainte : il savait que ce n'était pas auprès d'eux, mais auprès de la nation qu'il était réellement envoyé.

Les hommes, que la lecture des livres philosophiques avait disposés en secret à l'amour de la liberté, se passionaient pour celle d'un peuple étranger, en attendant qu'ils pussent s'occuper de recouvrer la leur et saisissaient avec joie cette occasion d'avouer publiquement les sentimens, que la prudence les avait obligés à tenir dans le silence.

A peine M. Franklin avait-il traversé les mers, et déja le génie de la liberté avait suscité ce jeune héros, qui, né pour elle seule, devait consacrer sa vie à la soutenir en Amérique, à la conquérir en France et à la servir toujours, tantôt combattant pour elle les soldats de la tyrannie, tantôt empêchant les vils ennemis des loix de souiller son triomphe par des attentats que leur sanguinaire hypocrisie ose couvrir de son nom sacré (11).

---

(11) M. de la Fayette.

Un cri général s'éleva bientôt en faveur de la guerre d'Amérique, et les amis de la paix n'oserent même se plaindre qu'elle fût sacrifiée à la cause de la liberté. La condescendance des Ministres pour les Anglais excitait une indignation que la hauteur déplacée de leurs agens augmentait encore, et dix mois après l'arrivée de M. Franklin, le ministere Français, entrainé par la voix publique, encouragé par la prise d'une armée entiere, obligée de mettre bas les armes devant les milices Américaines, inquiet du départ de commissaires Anglais chargés de porter en Amérique des propositions séduisantes, signa enfin un traité d'alliance avec les Etats-unis.

On lui a peut-être trop reproché cette lenteur. La France n'avait pas alors une constitution libre; mais les Français n'étaient pas esclaves. Si le peuple gémissait sous une tyrannie arbitraire, et plus encore sous le joug des mauvaises loix, les ames n'étaient point asservies, les esprits avaient conservé leur indépendance. Elle ne ressemblait pas à ces pays où il n'existe qu'un despote, un trésor et une armée; il n'était pas indifférent que la guerre fût conforme ou contraire au vœu national, et les Français étaient déjà dignes que leurs Ministres suivissent la politique adoptée chez les Nations libres, et que pour ordonner la guerre ils attendissent qu'elle fût sollicitée par la voix du peuple.

Comme négociateur, M. Franklin observait beaucoup et agissait peu.

Il laissait les Ministres des puissances alliées décider sur la maniere d'attaquer l'Angleterre et de secourir l'Amerique, dans la crainte qu'un mauvais succès imputé à ses conseils ou à ses demandes ne refroidît leur intérêt. C'était à maintenir en France l'idée de la constance et des ressources des Americains, à soutenir cet enthousiasme qui avoit été son ouvrage, qu'il employoit tous ses soins; tandis qu'observant les mouvemens de l'opinion publique en Angleterre, il épiait l'instant où la chûte du ministere, qui avoit voulu la

guerre, annoncerait que l'Amérique était libre. Il le vit arriver enfin, et signa d'une main tranquille le salut et la gloire de son pays, comme il en avoit comtemplé d'un œil ferme les dangers et les revers. Ce calme n'était pas de l'indifférence, c'etait le résultat d'une conviction profonde que l'indépendance Américaine pouvait être achetée plus ou moins cher, reconnue quelques années plus tard, mais qu'elle ne pouvait être en danger. C'était la supériorité de raison d'un homme qui savait que le monde moral est assujetti comme le monde physique à des loix certaines, et qui voyait d'avance dans ces loix immuables le triomphe de sa patrie. C'était sur-tout l'absence si rare de toute considération personnelle; car ce sont elles dont l'influence corruptrice souille si souvent l'amour de la liberté par ces inquiétudes, ces craintes, ces fureurs qui le dégradent en le rendant trop semblable aux viles passions de l'intérêt et de la vanité. Le patriotisme de M. Franklin devait être calme comme celui de Socrate et de Phocion, que des orateurs vendus à des factions, ou payés par des tyrans accusaient aussi de ne pas aimer assez leur pays.

La France, durant cette guerre, lui avait offert un spectacle bien digne d'intéresser son génie observateur. Il avait vu les opinions que l'on condamnait dans les ouvrages des philosophes, établies dans les manifestes, un peuple tranquille dans ses chaînes antiques s'enivrer du bonheur de briser celle d'un autre hémisphere, les principes républicains ouvertement professés sous un gouvernement arbitaire, les droits des hommes violés par les loix et par l'autorité, mais établis et approfondis dans les livres, des lumieres en politique dignes du siecle le plus éclairé et du peuple le plus sage briller au milieu d'une foule d'institutions absurdes et barbares, la nation applaudissant aux maximes de la liberté sur ses théâtres, mais obéissant dans sa conduite aux maximes de la servitude; libre dans ses sentimens,

dans ses opinions, dans ses discours même et paraissant voir avec indifférence que ses actions restassent soumises à des loix qu'elle méprisait. Il lui était aisé de prévoir qu'un peuple déja si digne de la liberté devait bientôt la reconquérir, et que la révolution de la France, comme celle de l'Amérique, était un de ces événemens que la raison humaine peut soustraire à l'empire du hazard et des passions.

M. Franklin resta en France après la paix, pour essayer de resserrer par le commerce les liens fondés par la reconnaissance et la politique. Les nations Européennes ont constamment sacrifié dans leurs loix l'intérêt des citoyens à celui des riches spéculateurs. Mais en Amérique les nobles enfans de la liberté avaient aussi brisé ce honteux esclavage et généreusement opposé aux avides combinaisons de l'esprit mercantile, ce bouclier contre lequel viendront éternellement se briser les traits de toutes les tyrannies, leur déclaration des droits, d'autant plus puissante chez eux qu'ils savent l'entendre, et que chacun y voyant le gage de sa sûreté, de sa tranquillité personnelles, rougirait de la sacrifier aux vils calculs de l'intérêt. L'opposition des principes commerciaux de l'Europe et de l'Amerique faisait naître des difficultés qu'il était utile de lever; d'ailleurs on pouvait craindre que l'habitude, la conformité des goûts ou des usages, ne conservât à l'Angleterre le commerce exclusif de l'Amérique, et il était important de l'empêcher, parce que tout commerce exclusif, le fut-il volontairement, entraine toujours une dépendance dangereuse.

Ainsi M. Franklin paraissait attendre tranquillement en France la fin de sa douce et glorieuse carriere. Les savans, les philosophes, les amis de la liberté étaient ses compatriotes, et il se consolait en servant sa patrie du regret de ne pas jouir du spectacle de son indépendance.

Sa vie était plus retirée, plus paisible depuis que

son pays avait cessé d'avoir besoin de multiplier ses partisans. Dans sa retraite de Passy, une société peu nombreuse, quelques amis, des travaux faciles, remplissaient le soir d'une belle vie. Mais une infirmité douloureuse en troubla le cours; dès ce moment son âme se tourna vers sa patrie, et il quitta la France, à qui, pour prix de ses services, il laissait un grand exemple, et des leçons qui ne devaient plus rester long-tems inutiles. Il s'embarqua dans un port d'Angleterre, où il fut accompagné par M. le Veillard qui, pendant son séjour à Passy, lui avait constamment prodigué tous les soins d'une tendresse filiale, et avait voulu retarder l'instant si douloureux d'une séparation éternelle. Mais M. Franklin ne fit que toucher les côtes d'Angleterre, et il eut la générosité d'épargner à ses ennemis humiliés le spectacle de sa gloire. S'il regardait les Français comme ses amis, les Anglais étaient pour lui des parens, dont on aime à oublier les torts, et à l'égard desquels on doit respecter encore les liens de la nature, quand même leur injustice les a rompus.

Son entrée à Philadelphie fut un triomphe, et il n'avait point besoin qu'un esclave l'avertit qu'il n'était qu'un homme, car rien dans ce triomphe n'appartenait à la fortune.

Tous les corps de l'Etat, tous les citoyens de la ville, les habitans de la campagne rassemblés au bruit de l'arrivée de son vaisseau, allerent à sa rencontre; il marchait au milieu des bénédictions d'un peuple libre, en qui un intervalle de plusieurs années n'avait pas affaibli le sentiment de ses services.

Les guerriers, qui avaient versé leur sang pour l'indépendance assurée par sa courageuse sagesse, s'honoraient de lui montrer leurs glorieuses blessures; il était entouré de vieillards qui avaient demandé au ciel de vivre assez pour le revoir encore, et d'une génération nouvelle qui s'empressait de connaître les traits du grand homme dont les talens, les services, les vertus avaient excité dans leur cœur

les premiers élans de l'enthousiasme. Il s'avançait dans ce port désormais ouvert à toutes les nations; il revoyait dans un état de splendeur cette maison d'instruction publique, et cet hôpital, dont l'établissement avait été un de ses premiers services, dont les accroissemens étaient dus à sa sage prévoyance, et dont le succès remplissait ses vœux les plus chers, le soulagement de l'humanité souffrante et les progrès de la raison. Il portait ses regards sur ces campagnes riantes, embellies par la liberté, dans lesquelles, au milieu des monumens de la prospérité publique, quelques vestiges des ravages de l'Angleterre ne servaient qu'à faire goûter davantage les plaisirs de la paix et de la victoire; et dans ce jour, qui lui retraçait et les douces pensées de sa jeunesse et le souvenir plus doux encore de ses utiles travaux, son ame réunissait en un seul instant tout ce que dans le cours d'une longue vie elle avait goûté de bonheur et de gloire.

Bientôt après il fut élu Président de l'assemblée de Pensilvanie; mais il était destiné à rendre un dernier service à sa patrie.

Les Etats Américains n'avaient encore réglé ni la forme, ni l'autorité du congrès qui, chargé de la sureté commune, devait ne former qu'une seule puissance de treize républiques indépendantes.

M. Franklin fut un des membres de la convention qui devait poser cette derniere pierre si nécessaire à la solidité de l'édifice politique, le plus vaste et le plus noble que jamais la raison humaine eût élevé. Il vit avec peine la pluralité vouloir donner une forme compliquée à une assemblée qui, par la nature de ses fonctions, semblait forcée à préférer la plus simple, établir d'inutiles contrepoids à une autorité qui ne devait presque jamais s'exercer sur des individus isolés et faibles, mais seulement sur des états puissans; investir enfin un Président, déjà trop accrédité peut-être par la longue durée de ses fonctions d'un droit négatif qu'il est toujours dange-

reux de confier à un seul homme, et qu'il est inutile de lui donner, parce qu'un tel pouvoir ne peut servir ni à maintenir l'unité dans les loix, ni à produire l'activité dans l'exécution. Mais c'était un dernier hommage que l'Amérique rendait à son insçu aux préjugés de la mere-patrie. Il fut également affligé de voir la même pluralité déterminer les fonctions du congrés, plutôt selon des idées vagues d'utilité et les vues de la politique vulgaire, que d'après les principes approfondis de la nature des sociétés et du droit des citoyens. Cependant il fallait cimenter l'union entre les 13 Etats; et pour les déterminer tous à recevoir le plan arrêté par la convention, il croyait nécessaire de leur offrir l'autorité du vœu unanime de leurs représentans.

Il signa donc; mais, dans un discours plein de modération et de finesse, il avertit qu'il avait cru devoir faire à l'unanimité le sacrifice de son opinion. C'était dire à ses compatriotes: acceptez ce plan, le meilleur que l'état actuel des opinions permette de vous présenter, et sachez remettre à un autre tems l'espérance d'une institution moins imparfaite. Sacrifiez à la nécessité d'acquérir au dehors une existence politique, ce desir de la perfection, qui, lorsque les moyens de l'atteindre un jour demeurent tout entiers, pourrait être une erreur de l'orgueil plutôt que le fruit d'un patriotisme éclairé. Ses compatriotes l'entendirent, et l'Amérique adopta cette constitution, en énonçant des vœux pour que de nouvelles lumieres fissent disparaître les défauts que les hommes éclairés croyaient y rencontrer.

M. Franklin n'aurait pu refuser la place de Président de l'assemblée de Pensilvanie sans blesser le sentiment de vénération et de reconnaissance qui l'y avait appellé, malgré son âge et ses infirmités; mais bientôt il s'éloigna peu à peu des affaires pour vivre dans un repos honorable, n'appartenant plus à la chose publique que par ses vœux et ses souvenirs. Il avait cédé à la priere de ses amis qui lui avaient

demandé d'écrire les mémoires de sa vie, et ce fut la douce occupation de ses dernieres années. Il pouvait se reporter sur le passé sans craindre ni les regrets ni les remords; sa vie avait été heureuse, pure (11) et paisible; aussi disait-il *qu'il consentirait volontiers à la recommencer*, en ajoutant *qu'il voudrait seulement en effacer quelques fautes, comme un auteur qui donne une nouvelle édition de son ouvrage.*

Sa mort fut tranquille et seulement accompagnée de cette mélancolie d'une ame sensible, qui, en se séparant des objets qu'elle a aimés, n'est troublée par l'inquiétude de leur avenir, ni par des retours douloureux sur le passé. Il laissait à une famille chérie une fortune acquise par ses travaux et ses talens, la reconnoissance publique attachée à son nom et l'exemple de sa vie. Il voyait sa patrie délivrée de ses antiques fers, libre de chercher le bonheur, et capable de le trouver dans une raison que lui-même avait affranchie des préjugés.

L'humanité et la franchise étaient la base de sa morale; une gaieté habituelle, une douce facilité dans la vie commune, une inflexibilité tranquille dans les affaires importantes formaient son caractere. Ces deux dernieres qualités s'unissent aisément dans les hommes qui, doués d'un esprit supérieur et d'une ame forte, abandonnent les petites choses au doute et à l'indifférence. Son systême de

(11) Il n'a eu, dans sa longue carriere, qu'une seule maladie dangereuse; elle le conduisit aux portes du tombeau; il envisagea la mort sans crainte, mais non sans avoir besoin de quelque courage pour renoncer à la vie, et il ne vit pas sans un sentiment de douleur qu'il lui faudrait recommencer à mourir.

Après son retour à Philadelphie, sa santé s'affaiblit de plus en plus; il était depuis plusieurs années attaqué de la pierre, et il n'avait voulu opposer que le régime à sa maladie, parce qu'il le croyait suffisant pour écarter de lui les grandes douleurs, et qu'il ne voulait point acheter par une opération dangereuse l'espérance incertaine de quelques années de vieillesse.

conduite était simple, il cherchait à écarter de lui la douleur et l'ennui par la tempérance et le travail : *le bonheur*, disait-il, *comme les corps, se compose d'élémens insensibles*. Sans dédaigner la gloire, il savait mépriser les injustices de l'opinion, et, en jouissant de la reconnoissance, pardonner à l'envie.

Dans sa jeunesse, il avait porté le pirrhonisme jusques sur les fondemens de la morale ; la bonté naturelle de son cœur, la droiture de son esprit étaient ses seuls guides, et ils l'égarerent rarement. Plus tard, il reconnut qu'il existait une morale fondée sur la nature de l'homme, indépendante de toutes les opinions spéculatives, antérieure à toutes les conventions. Il pensoit que nos ames recevaient dans une autre vie la récompense de leurs vertus et la punition de leurs fautes ; il croyait à l'existence d'un Dieu bienfaisant et juste à qui il rendait dans le secret de sa conscience un hommage libre et pur. Il ne méprisait pas les pratiques extérieures de religion, les croyait même utiles à la morale, mais il s'y soumettait rarement. Toutes les religions lui paraissaient également bonnes, pourvu qu'une tolérance universelle en fût le principe, et qu'elles ne privassent point des récompenses de la vertu ceux qui en la pratiquant suivaient une autre croyance, ou n'en professaient aucune.

Il n'a laissé aucun grand ouvrage. Ses découvertes sur l'électricité, qui lui assurent une éternelle renommée, sont renfermées dans quelques lettres écrites à ses amis. Ses autres travaux sur la physique sont répandus également dans des lettres ; on y trouve toujours des vues ingénieuses et fines, plus de cette sagacité qui pénetre les objets et en saisit les rapports, que de cette force de tête qui les combine et les approfondit.

L'application des sciences physiques aux usages de la vie, à l'économie domestique était souvent le sujet de ses recherches ; il y trouvait le plaisir de prouver

que, même dans les choses les plus communes, la routine et l'ignorance sont de mauvais guides, et que nous sommes bien loin d'avoir épuisé ce que la nature prépare de ressources à ceux qui savent l'interroger (12).

Il n'a écrit sur la politique que des ouvrages commandés par les circonstances. On voit qu'il cherche toujours à ramener les questions aux élémens les plus simples, à les présenter de maniere que les hommes les moins instruits puissent les entendre et les résoudre. C'est à eux qu'il s'adresse toujours. C'est tantôt une erreur dont il veut les détromper, tantôt une vérité utile à laquelle il veut doucement préparer leurs esprits, afin qu'ils la reçoivent, et sur-tout qu'ils la conservent. On y chercherait vainement une ligne, qu'on puisse le soupçonner d'avoir écrite pour sa gloire.

Souvent il employait ces formes qui ne déguisent en apparence la vérité que pour la rendre plus sensible, et, au lieu de l'apprendre, laisser le plaisir de la deviner. C'est ainsi qu'en paraissant enseigner les moyens les plus sûrs de diminuer l'étendue d'un état qu'on trouve trop difficile à gouverner, il met au jour l'imprudence de la conduite du ministere Anglais à l'égard de l'Amérique; ou que pour montrer l'injustice des prétentions de la Grande-Bretagne sur ses colonies, il suppose un rescript par lequel le Roi de Prusse soumet l'Angleterre à des taxes, sous prétexte que les habitans des rives de l'Oder l'ont autrefois conquise ou peuplée.

---

(12) Il s'est occupé long-tems, et à plusieurs reprises, des moyens de perfectionner les cheminées, de concilier l'économie du combustible, l'intensité, l'égalité de la chaleur et le renouvellement de l'air dans les endroits échauffés. Plusieurs années avant sa célébrité, et le tems où il a commencé à jouir d'une fortune indépendante, on lui proposa un privilége pour un poële qu'il avoit imaginé; il le refusa. *J'ai profité des inventions des autres*, répondit-il, *n'est-il pas juste qu'ils profitent des miennes?*

Sa conversation était comme son style, toujours naturelle et souvent ingénieuse. Dans sa jeunesse, la lecture de Xénophon lui avait donné le goût de la méthode socratique, et il se plaisait à l'employer, tantôt, par des questions adroites, conduisant ceux qui soutenaient une opinion fausse à la réfuter eux-mêmes; tantôt par une application de leurs ptincipes à des objets familiers, les obligeant à reconnaître la vérité dégagée des nuages dont la routine ou les préjugés l'avaient environnée; d'autres fois décidant par un apologue, par un conte, par une anecdote, des questions que l'orgueil d'une discussion sérieuse aurait obscurcies. Chargé de demander l'abolition de l'usage insultant d'envoyer les malfaiteurs dans les Colonies, le Ministre lui allégait la nécessité d'en délivrer l'Angleterre. Que diriez-vous, répondit-il, si nous ordonnions l'exportation des serpens a sonnette (13).

M. Franklin ne s'était pas formé un systême général de politique; il examinait les questions à mesure que l'ordre des événemens ou sa prévoyance les présentait à son esprit, et il les résolvait, avec les principes qu'il puisait dans une ame pure et dans un esprit juste et fin. En général il paraissait ne pas chercher à donner d'une seule fois aux institutions humaines le plus grand degré de perfection; il croyait plus sûr de l'attendre du tems; il ne s'obstinait pas à combattre de front les abus, il trouvait plus prudent d'attaquer d'abord les erreurs qui en sont la source. Il avait, en politique comme en morale, cette sorte d'indulgence qui exige peu, parcequ'elle espere beaucoup, et qui pardonne au présent en faveur de l'avenir; il proposait toujours les mesures les plus propres à conserver la paix, parce qu'elle ne livre ni le bonheur des hommes aux hazards des événemens, ni la vérité aux intérêts de parti. Il préférait le bien

(13) Je lui ai entendu raconter ce trait, qui a été ridiculement défiguré dans quelques-uns de nos journaux.

qu'on obtient de la raison à celui qu'on attend de l'enthousiasme, parce qu'il se fait mieux, arrive plus sûrement et dure plus long-tems.

Il craignait pour la liberté, comme pour la prospérité des sociétés, ces opinions exagérées, sous lesquelles des esprits superficiels ou vains cachent la nullité de leurs principes ou la perversité de leurs projets. Il détestait sur-tout ce machiavélisme coupable, qui ne rougit point d'employer pour la liberté des moyens réprouvés par la justice, et qui ne craint pas d'en avilir et d'en compromettre la cause en la confiant à des talens que le vice a deshonorés. Celui, disoit-il, qui se permet le crime pour devenir libre, le commettrait sans remords pour se rendre maître; et l'homme qui a souillé sa vie par des perfidies ou par des bassesses, incapable d'aimer la liberté, ne la sert que pour la trahir.

En un mot sa politique était celle d'un homme qui croit au pouvoir de la raison et à la réalité de la vertu, et qui avait voulu se rendre l'instituteur de ses concitoyens avant d'être appellé à en devenir le législateur.

Sa mort fut un jour de deuil pour les amis de la liberté dans les deux mondes. Aucun peuple ne voyait un étranger dans celui dont les travaux, l'influence ou l'exemple avait été utile à tous les hommes. Ses compatriotes se rappellaient ses heureux efforts pour les former à l'habitude de discuter leurs affaires communes, pour répandre dans les générations nouvelles la connoissance de leurs droits et de leurs devoirs; ils comparaient ce qu'ils étaient, lorsqu'ils le reçurent parmi eux, à ce qu'ils étaient devenus; ils voyaient que ses travaux pour assurer leur indépendance n'étaient pas le plus grand de ses bienfaits, et qu'ils lui devaient plus que la liberté, puisque c'était par lui qu'ils étaient devenus dignes d'en jouir et de la conserver. En Angleterre il fut pleuré par tous ceux qui ne sont esclaves ni du ministere ni des préjugés.

L'Assemblée nationale de France lui rendit un hommage public, et eut le noble orgueil d'avouer tout ce que nous devions à l'exemple de l'Amérique, tout ce qu'une nation peut devoir au génie d'un seul homme. Par une circonstance heureuse elle avoit alors pour président un philosophe qui, comme Franklin, avait éclairé ses concitoyens sur leurs droits, avant d'être choisi pour en être le réparateur, et qui, comme lui, n'a vu dans cet honneur qu'une occasion précieuse de réaliser tout, ce qu'une ame forte et un génie élevé lui ont révélé pour le bonheur des hommes (14).

L'Académie des Sciences s'était empressée d'appeller dans son sein le savant qui avait arraché à la nature un de ses secrets et détourné un de ses fléaux : elle accueillit avec transport à son arrivée le sage qui venait apprendre aux tyrans à connaître la justice aux hommes, à ne plus dépendre que de leurs droits. Elle vit avec une douce satisfaction un de ses membres réunir la gloire d'affranchir les deux mondes, d'éclairer l'Amérique, et de donner à l'Europe l'exemple de la liberté. Toujours libres au milieu de toutes les servitudes, les sciences communiquent à ceux qui les cultivent quelque chose de leur noble indépendance, ou elles fuient les pays soumis au pouvoir arbitraire, ou elles y préparent doucement la révolution qui doit le détruire; elles y forment une classe nombreuse d'hommes accoutumés à penser par eux-mêmes, à placer leurs jouissances dans la recherche de la vérité, et dans le suffrage de leurs égaux; trop éclairés enfin pour ne pas connaître leurs droits, lors même qu'ils sont assez prudens pour attendre en silence le moment de les recouvrer. Si elles ont une utilité indépendante des révolutions des Empires et de la forme des Gouvernemens, si elles n'abandonnent pas les hommes à tous les maux de l'ignorance,

(14) M. l'abbé Sieyes.

75-222
march
Offenbach

quand ils éprouvent ceux de la servitude, si elles embellissent, en les adouissant, les chaines d'un peuple asservi ; elles contribuent à rendre plus prompt, plus paisible et plus sûr le retour vers la liberté. Que l'on compare les tentatives des siécles peu éclairés, si rarement couronnées d'un succès durable et toujours souillées par des guerres, des massacres et des proscriptions avec les heureux efforts de l'Amérique et de la France : que l'on observe dans un même siécle, mais à des époques différentes, les deux révolutions de l'Angleterre fanatique et de l'Angleterre éclairée; on verra d'un coté les contemporains de Prinn et de Knox qui, en se vantant de combattre pour le ciel et la liberté, couvrent de sang leur malheureuse patrie pour cimenter la tyrannie de l'hypocrite Cromwel ; de l'autre les contemporains de Boyle et de Newton, établir avec une sagesse paisible la constitution la plus libre qui pût alors exister sur la terre.

Qui peut ignorer encore que les peuples n'ont pas à choisir entre cultiver les sciences ou ramper sous le joug du préjugé ? car, dans l'ordre naturel, les lumieres politiques marchent à leur suite, s'appuient sur leurs progrès ou ne jettent, comme chez les anciens, qu'un éclat incertain, passager et troublé d'orages. Défions-nous donc de ces détracteurs envieux, qui osent les accuser de se plaire sous le despotisme ; sans doute ils sentent confusément que les nations dépourvues de lumieres sont plus aisées à tromper ou à conduire, que plus un peuple est éclairé, plus ses suffrages sont difficiles à surprendre. Ils craignent ce patriotisme de la raison et de la vertu dont l'hypocrisie ne peut ni contrefaire le caractere ni tromper la pénétration; et, cachant l'envie de dominer sous le masque de l'enthousiasme pour la liberté, ils semblent avoir deviné que, même sous la constitution la plus libre, un peuple ignorant est toujours esclave.

FIN.

E791
C746e

